





« J'ai été esclave en Libye »

En 2015, victime du trafic d'êtres humains, Yacouba Konaté a été vendu en Libye comme du vulgaire bétail. De cette saison en enfer, l'Ivoirien garde des cicatrices. Il s'est aussi découvert, au creux de l'épreuve, une force insoupçonnée. Aujourd'hui réfugié en France, il travaille et a fondé une famille.

Retour sur une histoire singulière prise au piège de l'Histoire.

Texte : Marie Boëton

MARCISO CONTRERAS/HANS LUCAS

Deux reportages photographiques en Libye illustrent ce dossier : l'un à Zawiyah en 2016, l'autre à Tripoli en 2017.

POURQUOI NOUS L'AVONS FAIT ?

Novembre 2017, la chaîne d'information CNN filme une vente d'esclaves en Libye. La vidéo provoque une émotion immédiate et une condamnation planétaire. Et puis l'actualité reprend sa course folle. Ce trafic d'un autre âge disparaît des radars médiatiques. Qui sont ses victimes ? Qu'ont-elles enduré ? Quel regard portent-elles sur elles-mêmes, et sur le monde, après cela ? Autant de questions restées en suspens... L'indignation s'est déportée sur d'autres effrois, d'autres scandales, d'autres combats aussi. Nous avons voulu donner la parole à l'une de ces victimes, choisie parmi d'autres : Yacouba Konaté, un Ivoirien vendu comme esclave en Libye et aujourd'hui réfugié en France. Il se raconte avec des mots simples et directs. Sans pathos, ni circonvolution sémantique. À l'écouter, on touche du doigt une réalité plus abominable encore que celle imaginée. Il nous dit aussi quelque chose de plus inattendu, de plus inespéré : la résilience est possible. On peut, même après le pire, résister aux assauts de l'abattement, aux sirènes du tragique. Et, après tout, c'est aussi ça l'actualité.

Marie Boëton



BRUNO LEVY



« Quand c'était trop dur, j'essayais d'extraire mon âme de mon corps, pour moins sentir la douleur. »

Tu vas jouer dans la chambre, d'accord ? » Rien n'y fait, Salma fait demi-tour et revient vers son père. Yacouba Konaté offre un dernier câlin et renvoie la petite dans ses pénates. À 2 ans à peine, Salma ne doit rien entendre de ce qui va être dit. À son âge, on mérite – encore un peu – d'être préservée des horreurs du monde. Que faut-il lui cacher, exactement ? Que son père a été vendu comme esclave ? Qu'il a travaillé sous la menace constante des kalachnikovs ? Que, certains jours, il a eu faim à en pleurer ? Un peu tout cela. Car Yacouba, esclave en Libye, a connu toutes ces douleurs à ne plus savoir qu'en faire. « Là-bas, t'es un sous-homme », lâche-t-il, le regard lointain, comme tourné vers l'intérieur. Son calvaire a duré cinq mois, d'août 2015 à janvier 2016, « mais c'est comme si ça avait duré cinquante ans ». Il laisse passer un long silence et ajoute : « Après ça, on comprend le monde autrement. »

L'Ivoirien aurait pu mourir sous les coups, mourir de soif, peut-être même mourir de chagrin mais il est là, dans son petit HLM de Seine-et-Marne, vivant. Fichtrement vivant même, convaincu que le meilleur reste à venir. « La Libye, finalement, ce n'était pas mon terminus ! », lance-t-il. Le père de famille vient de passer le cap de la quarantaine. Il sourit comme ceux qui ont nargué la mort, un sourire en forme de défi. « J'ai traversé le pire, je ne veux plus perdre une seconde de ma "life". »

Par quoi est-il passé ? Il cherche les mots, enfouit loin, et retisse petit à petit le fil de son histoire. Août 2015, un passeur tunisien lui promet l'Europe, en échange de 550 €. Le deal est tentant : la Libye, véritable porte d'entrée vers l'Italie, se trouve là, juste en face. Marché conclu. Ils sont une bonne trentaine, le jour J, à embarquer à bord d'un long pick-up. « On nous a serrés comme des pastèques. Et puis ils ont mis une grande bâche sur nos têtes. » Respire qui peut. L'Ivoirien fantasme déjà les côtes italiennes. Il fonce, en réalité, droit vers la nuit. Et à toute allure. « Là-bas, les types connaissent le désert comme la paume de leur main ! », se souvient-il, un brin épaté. Peut-être. Mais si les pick-up tracent dans le Sahara, c'est avant tout pour échapper aux milices en embuscade. Les cargaisons de ce genre attirent les convoitises des seigneurs de guerre locaux. Les migrants sont le nouvel « or noir » de la région.

La frontière passée, Yacouba est jeté dans un minuscule entrepôt avec 87 compagnons. « Une pièce de six mètres sur deux. » À cet instant précis, il vous fixe droit dans les yeux car il sait que vous ne le croirez pas. Et il répète chaque mot. Calmement. Distinctement. « Oui, oui. On était 88 dans une pièce de six mètres sur deux. » Huit personnes par m², est-ce seulement possible ? « Pour tous tenir là-dedans, il fallait s'enlacer les uns les autres », explique-t-il en se levant pour mimer la scène. Des emmurés vivants. Le calvaire dure plusieurs jours. Lorsqu'on libère le petit groupe, on découvre un homme mort. « Certains, en sortant de là, n'arrivaient plus à marcher. » Et lui, comment a-t-il tenu ? « Un petit bonhomme en moi me disait : "Sois fort, on va traverser ça." Et, quand c'était trop dur, j'essayais d'extraire mon âme de mon corps. C'est un truc, en fait. Ça permet de moins sentir la douleur. »

Pire que le chaos

Yacouba connaissait déjà la Libye. Il y avait passé huit mois après avoir fui sa Côte d'Ivoire natale lors de la crise post-électorale de 2010. À l'époque, il y était venu trimer dur et économiser un peu avant de repartir. La Libye a la réputation d'être brutale – et ouvertement raciste – mais elle a toujours attiré la main-d'œuvre africaine. Pétrole oblige ! Après avoir vadrouillé ici et là sur le continent, l'Ivoirien y repasse donc à l'été 2015 avec, cette fois, l'Europe pour objectif. Entre-temps, le pays a changé. « C'est devenu pire que le chaos. Un monde dans le monde. » Après la destitution de Mouammar Kadhafi en 2011 et la lente « afghanisation » du pays, le trafic d'êtres humains est devenu le business juteux du coin. Amer paradoxe : les gangs criminels traitent les réfugiés comme moins que rien mais le trafic d'êtres humains, lui, se chiffre en centaines de millions de dollars.

Les milices locales ont beau brasser des sommes colossales, elles ne reculent devant rien pour quelques billets supplémentaires. Yacouba en sait quelque chose. « À notre arrivée, les passeurs nous ont tout pris. Tout ! Pour vérifier qu'on n'avait plus rien, ils nous ont mis tout nus – nus comme le jour où tu viens au monde ! –, nous ont fait nous accroupir et toucher pour voir si on n'avait pas des billets dans le rectum. » Pendant ce temps, on découd méthodiquement les ourlets de leurs vêtements, des fois ●●●

Yacouba Konaté
le 8 novembre
2020, à Paris
(page de gauche).



Le centre de détention de Zawiyah, le plus grand de Libye, peut contenir jusqu'à 2 000 personnes (ci-dessus). Il sert de centre de distribution dans la chaîne d'approvisionnement de la traite des êtres humains : les détenus rassemblés ici sont ensuite revendus à d'autres milices de la côte ouest de la Libye.

●●● qu'un billet s'y trouverait, finement enroulé. Vient ensuite le racket des familles. Les trafiquants exigent des migrants qu'ils appellent leurs proches pour obtenir une rançon – quelques centaines, parfois quelques milliers d'euros – en échange de leur libération. On inflige à certains de sérieux sévices, histoire de mettre la pression sur les familles. Gare toutefois à ne pas payer trop vite... Cela peut trahir une certaine aisance financière et inciter les passeurs à réclamer davantage ! Yacouba, lui, appelle une amie tunisienne, Salma. Elle paie. Combien ? Il l'ignore. « *Quand je suis arrivé en France, je l'ai tout de suite contactée pour savoir. Elle n'a jamais voulu me dire.* » Au fait, Salma, comme sa fille ? « *Oui. J'ai donné à ma petite le nom de celle qui m'avait sauvé la vie.* »

Libéré ! Enfin, en théorie... Sous les cieux libyens, la liberté n'a pas le même sens qu'ailleurs. « *D'autres mecs m'attendaient pour me reprendre... Là-bas, les milices se mettent d'accord dans ton dos* », soupire-

t-il. Et d'ajouter sur le ton de la blague : « *Quand on te libérait du temps de Kadhafi, on te libérait vraiment !* » Derrière ce chaos, on découvre en fait un trafic de migrants très codifié : passeurs et milices en tout genre se les rachètent entre eux mais les cèdent aussi à des centres de détention clandestins. Ces derniers peuvent à leur tour les louer sur des fermes, des chantiers, etc. Il arrive – c'est plus rare – qu'ils soient vendus à de riches particuliers.

Vendus en gros ou au détail

Yacouba atterrit, lui, chez un « chef de famille » dans la région de Sabratha (dans le nord-ouest du pays). Combien a-t-il été vendu ? Là encore, il l'ignore. « *C'était une vente en gros. On était une petite dizaine à être achetés en même temps.* » L'Ivoirien n'a pas connu la vente au détail, celle où l'acheteur palpe les biceps de sa future acquisition en faisant la moue... histoire de faire baisser son prix. « *J'ai échappé à cela, Dieu merci.* » Il intègre



REPÈRES

QUE FAIT LA LIBYE ?

Officiellement, l'esclavage est interdit en Libye. Voilà pour le principe. Dans les faits, la traite des êtres humains n'est niée par personne dans le pays. Pas même, d'ailleurs, par les autorités libyennes. « Le ministère de l'intérieur a démantelé plusieurs filières et gelé les avoirs de plusieurs trafiquants - ce qui est très positif. Mais il reste beaucoup à faire, étant donné l'étendue de l'économie criminelle engendrée par ces réseaux de trafiquants et de passeurs », estime Jean-Paul Cavalieri, représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Libye. Plongé dans le chaos depuis

la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, le pays est déchiré entre le Gouvernement d'union nationale (basé à Tripoli) et les autorités alliées du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est du pays. Sur fond de guerre civile, les gangs criminels ont grandi et prospéré. Reste à savoir si l'accord de cessez-le-feu, conclu le 23 octobre 2019 entre les deux parties, changera la donne. Les ONG le souhaitent. Elles réclament aussi - comme vient de le faire Human Rights Watch - la mise en place d'un « mécanisme pour que les auteurs de crimes et d'abus assument leurs responsabilités ».

« On pouvait rester jusqu'à 72 heures sans manger. Là, tu pleures de faim. »

une belle demeure, « une villa bien balaise », sourit-il, des étoiles plein les yeux. À peine le temps de s'émerveiller qu'on lui indique le garage à partager avec d'autres misérables. « En Libye, c'est comme si chacun avait une prison privée chez lui. »

Le groupe comprend qu'il faudra trimer dur pour recouvrer sa liberté. « Faut racheter sa tête ! », leur rabâche-t-on. S'ensuit un quotidien de brimades et d'humiliations. Yacouba travaille la plupart du temps aux champs, sous la menace constante des kalachnikovs. Certains jours, lui et ses camarades sont gardés par de simples gamins. Armés, là encore. Les repas sont sommaires : du pain, de l'eau, du lait, des gâteaux secs et - les jours fastes - des sardines en boîte. On traite les esclaves de « hallouf ». « Ça veut dire "corvéable à merci" en arabe », explique-t-il. La traduction exacte n'est pas tout à fait celle-là. Elle est plus dégradante encore : hallouf signifie « porc ». L'Ivoirien le sait-il ? Qu'importe, il ne s'arrête pas à ce genre de détail. Il

fallait survivre. Point. Passant à nouveau de main en main, Yacouba atterrit dans un centre de détention clandestin. Un cauchemar. « Là-bas, les gardiens ne travaillaient pas le week-end, et on pouvait rester jusqu'à soixante-douze heures sans manger. Là, tu pleures de faim. » Certains en viennent à boire leur urine. « On n'était vraiment plus rien. » Une ombre d'homme.

L'Ivoirien a traversé tout cela sans sombrer. Sans connaître le dégoût de soi qui consume parfois les victimes. Ce dégoût de soi que la romancière américaine Toni Morrison disséquait comme personne en narrant la vie des esclaves des plantations sudistes : « Tout Blanc avait le droit de se saisir de votre personne pour un oui ou pour un non. Pas seulement pour vous faire travailler, vous tuer ou vous mutiler, mais pour vous salir. Vous salir si gravement qu'il vous serait à jamais impossible de vous aimer. Vous salir si profondément que vous en oubliez qui vous étiez » (1).





«L'esclavage est une institution tristement partagée»

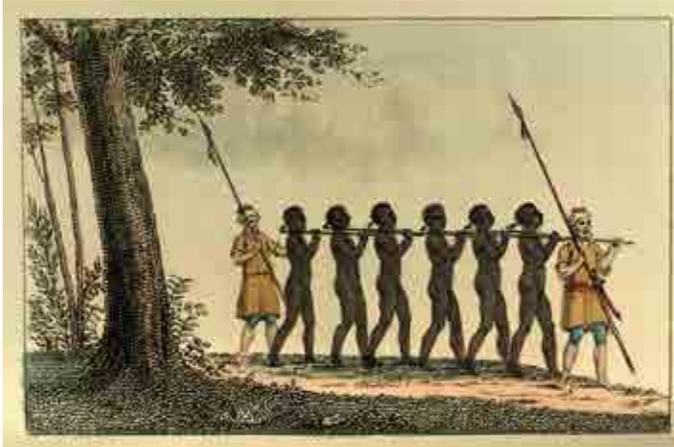
Marie Rodet, maîtresse de conférences en histoire africaine à l'université de Londres.

Le commerce d'esclaves en Libye reprend, pour partie, les chemins de l'ancienne traite transsaharienne. Peut-on faire un parallèle entre les deux ?

Il retrouve, en effet, des points de passages identiques - Tombouctou et Gao (Mali), Agadez (Niger) ou Benghazi (Libye) - mais les choses ne sont pas comparables. Aujourd'hui, ce commerce est illégal et si l'esclavage resurgit ici, c'est lié au contexte de profonde instabilité de la région et à l'absence d'État de droit. La traite arabo-musulmane transsaharienne, qui a duré du VIII^e au XX^e siècles, était, elle, parfaitement légale et quasi institutionnalisée.

Qui en étaient, à l'époque, les victimes ?

Elles ont varié au fil des siècles. Les peuples arabo-musulmans ont mené de nombreuses razzias sur le pourtour méditerranéen, et les réseaux de traite s'étendaient bien au-delà, jusqu'en Europe du Nord. Au Moyen Âge, la vaste majorité des esclaves y étaient blancs. Les choses changent à partir du XVIII^e siècle : à partir de là, la majorité des captifs provient d'Afrique subsaharienne. Ces esclaves, vendus par des relais arabo-berbères, étaient exploités aux champs et pour les tâches domestiques. Les femmes, les plus nombreuses, étaient de surcroît exploitées sexuellement. Les populations arabo-musulmanes, rappelons-le, ne sont pas les premières à se livrer à ce commerce. La Grèce antique et Rome les ont précédées. La France celtique n'est pas en reste : Gergovie, par exemple, était



BRITISH LIBRARY/ACG-IMAGES

un important centre de « production » d'eunuques. Viendra ensuite, évidemment, la traite transatlantique...

Cette dernière a davantage marqué les consciences que la traite arabe. Pourquoi ?

Parce qu'elles sont incomparables. Toutes deux reposent sur une violence intrinsèque, mais il est dangereux de comparer dans l'horreur car cela risque d'inciter au relativisme. La traite transatlantique, qui s'échelonne sur près de quatre siècles, concerne douze millions d'individus ; celle organisée par les arabo-musulmans avec de nombreux relais locaux fait sans doute traverser le Sahara à de nombreux captifs, entre 6 000 à 7 000 chaque année, et sur plus de douze siècles.

La France, qui abolit l'esclavage en 1848, va-t-elle tolérer l'esclavage au sein de ses colonies africaines ?

Tout à fait. Et c'est d'autant plus interpellant, et choquant, que Paris s'offusque au XIX^e siècle de la persistance de l'esclavage

en Afrique. C'est même l'un de ses arguments pour justifier la colonisation : il s'agissait, je cite, de « civiliser » l'Afrique en y abolissant l'esclavage. Et puis, une fois sur place, les colons fermeront les yeux. Ils avaient besoin de l'appui des notables locaux pour asseoir leur pouvoir. Or ces derniers avaient des esclaves, et les colons avaient besoin de main-d'œuvre pour le travail forcé...

S'il réapparaît récemment en Libye, l'esclavage n'a jamais totalement disparu de certaines régions d'Afrique de l'Ouest.

Comment l'expliquer ? C'est une pratique longtemps restée en vigueur dans certaines parties du Niger, de la Mauritanie ou du Mali. Dans ce dernier pays, d'ailleurs, il n'est toujours pas criminalisé : l'esclavage y est héréditaire, on parle d'« esclavage par ascendance », il suffit d'un ancêtre ayant été esclave pour être considéré comme « descendant d'esclave ». Ce qui continue de créer de fortes tensions, notamment au Mali. On le sait peu, mais l'esclavage en Afrique de l'Ouest a connu un regain inattendu au début du XIX^e siècle. La multiplication de conflits locaux à l'époque a fait

de nombreux captifs de guerre - destinés à devenir esclaves pour financer ces mêmes guerres. En parallèle, avec l'abolition progressive de la traite transatlantique, les marchands occidentaux ne viennent plus s'approvisionner sur place... Résultat, l'« offre » devient pléthorique, le prix des esclaves chute et ils deviennent abordables pour toutes les couches de la population locale. Cela a eu pour effet d'ancrer plus encore l'institution de l'esclavage en Afrique de l'Ouest plutôt que de la faire reculer. L'Afrique de l'Ouest entame à la même époque une reconversion dans l'économie de plantation, pour laquelle elle a besoin d'une main-d'œuvre corvéable à merci. La boucle est bouclée...

Au fond, l'esclavage ne se retrouve-t-il pas sous toutes les latitudes et à toute époque ?

En effet. Le dire, encore, ne doit pas nous faire oublier la dimension spécifique - car génocidaire - de la traite transatlantique, avec ses douze millions de victimes... Mais pour le reste, oui, on retrouve cette pratique un peu partout. Et de façon moins raciale qu'on ne l'imagine souvent. L'esclavage se pratique entre Noirs - comme c'est le cas au Mali - mais aussi entre Blancs, chez nous. Dans nos pays, l'esclavage moderne ou les réseaux de prostitution font des victimes venues, notamment, d'autres pays d'Europe. Historiquement, l'esclavage est une institution tristement partagée.

Recueilli par Marie Boëtton



GUILAUME BERNET / MOP

« J'ai été battu, battu, battu... Je ne pensais qu'à une chose, rester en vie. »

●●● Le quadra, lui, n'a jamais oublié qui il était. « Dans les moments durs, je faisais en sorte que mon moi supérieur domine mon moi inférieur. » Il chantait aussi. Le soir venu, lorsque les gardiens désertent, Yacouba mêle sa voix aux derniers murmures du jour : « Je chantais sur la révolte, l'amour, le pardon..., ça m'aiderait. Les autres aussi, je crois. » À chacun sa façon de rendre le réel plus supportable, c'était la sienne. Ses compagnons l'ont, eux aussi, aidé à tenir. « J'ai appris là-bas que, plus on donne aux autres, plus on s'en sort. » Mais encore ? « Par exemple, je gardais parfois une partie de ma nourriture pour l'offrir à ceux qui avaient plus faim que moi, ça aide à oublier sa propre souffrance et à tenir mentalement. » Être réifié comme jamais et, à cet instant précis, déployer un supplément d'âme... Bluffant tour de passe-passe.

Le règne de l'arbitraire

Fin 2015, alors qu'il n'attend plus rien, Yacouba est libéré. Pourquoi là, pourquoi maintenant ? Impossible de le dire. « Peut-être qu'au bout d'un moment on n'est plus efficace ? », suggère-t-il. Possible. Pour le comprendre, il faut surtout bien comprendre la logique des milices. Leur objectif : capitaliser sur les migrants en rançonnant les familles, en les revendant à d'autres bandes. En clair, elles cherchent avant tout du flux. Résultat, on tombe dans leurs griffes comme on est libéré : de façon totalement arbitraire.

L'Ivoirien réussit finalement à embarquer pour l'Europe. Il accoste en Sicile en janvier 2016. « C'était l'hiver. Je n'avais pas de chaussures, pas de tee-shirt, rien ! », rigole-t-il. « Enfin si, j'avais un short... Celui-ci d'ailleurs ! », dit-il, en exhibant celui qu'il porte ce jour-là. Un short auquel il reste attaché. On croit y déceler une forme de fétichisme. À tort. « Quand on a manqué de tout, on ne gaspille plus, c'est tout. » Yacouba rejoint ensuite l'Hexagone grâce à l'aide d'une poignée de bénévoles. Grâce à cette solidarité de l'ombre faite d'anonymes toujours désintéressés. Il s'installe à Savigny-le-Temple, en région parisienne, et obtient le droit d'asile. Les plaines arides de Libye sont loin mais elles rôdent encore parfois. Elles reviennent même le hanter certains jours. « Oublier, c'est impossible. » Il n'est pas le seul dans ce cas. Grégoire Blaise Essono, réfugié à Grenoble après avoir été esclave lui aussi, ressasse en boucle certains souvenirs. « Un jour, en Libye, je suis passé dans la rue devant une femme âgée qui, en me voyant, s'est emportée contre son fils en disant : "Ily a 1 000 dinars qui passe devant nous et, toi, tu restes là sans rien faire !" Pour elle, je n'étais que ça, 1 000 dinars », soupire le Camerounais. Lansana Yattara, venu du Ghana, garde lui surtout en mémoire les coups : « En Libye, j'ai été battu, battu, battu... Je ne pensais qu'à une chose : rester en vie. » À son regard las et ses paroles confuses, on comprend qu'il a passé toute son énergie à une seule chose : survivre. ●●●

Centre de détention Sormant, l'un des nombreux centres de Tripoli. La migration clandestine - un délit en Libye - est contrôlée par le ministère contre l'immigration clandestine (DCIM). Ce délit peut s'avérer lucratif pour les geôliers, qui monnaient les contacts avec l'extérieur, louent la main d'œuvre des détenus ou rançonnent les libérations.



« La traite des êtres humains reste un fléau majeur »

Geneviève Colas, coordinatrice du collectif Ensemble contre la traite des êtres humains pour le Secours catholique-Caritas France.

Que représente la traite des êtres humains dans le monde ?

On estime, chaque année, qu'environ 2,5 millions de personnes – principalement des femmes et des enfants – tombent sous l'emprise des trafiquants. La traite des êtres humains générerait près de 32 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an. C'est la troisième forme de trafic après les trafics de drogue et d'armes. Nous sommes donc face à un fléau majeur. Et ce d'autant plus que ces chiffres ne sont que des estimations. Le phénomène reste largement invisible. En France, seules 21 % des victimes (connues des associations) portent plainte. Les autres, par crainte de représailles pour elles-mêmes ou leurs familles, restent inconnues des autorités.

Concrètement, que recouvre le terme de « traite » ?

Il s'agit du fait de recruter, transporter, transférer ou héberger une personne, en ayant recours à la force ou à la contrainte, en vue de l'exploiter. Cela prend diverses formes : exploitation sexuelle, exploitation à des fins économiques, servitude domestique, exploitation de la mendicité, travail forcé, incitation à commettre des délits, trafic d'organes, mariage forcé, etc. En volume, l'exploitation sexuelle et celle à des fins économiques (travail forcé, esclavage domestique) sont les plus importantes. Il n'est pas rare, toutefois, qu'une personne victime de traite le soit à différents égards et qu'après avoir été exploitée sexuellement,



MARC SOUFRAS/HANS LUCAS

elle se trouve exploitée dans le domaine du nettoyage, de la restauration, etc. Dans tous les cas, il s'agit de violation des droits les plus élémentaires de la personne.

Existe-t-il un profil « type » des victimes ?

Oui, les personnes les plus vulnérables. Le cas des migrants vient immédiatement à l'esprit : le fait d'être privé de statut, ou de revenus, expose au risque d'exploitation. Transitant d'un pays à l'autre via des réseaux de passeurs, ils peuvent se retrouver exploités ensuite... au motif qu'ils ont une « dette » vis-à-vis du réseau. On passe alors du trafic de migrants à l'exploitation par le travail. C'est aussi le cas de certaines personnes handicapées mentales exploitées, elles, dans l'agriculture ou forcées de mendier. Tout comme certains enfants – certains mineurs isolés –, pris dans des réseaux les obligeant à voler, à cambrioler, etc.

Que recouvre la réalité de la traite en France ?

Les derniers chiffres dont nous disposons font état de 3 000 victimes suivies par le secteur associatif. En volume, l'exploitation sexuelle est, de loin, la plus importante puisqu'elle concerne 74 % de l'ensemble des victimes (1). Il s'agit, majoritairement, de femmes nigérianes. Vient ensuite l'exploitation par le travail, qui concerne 9 % de l'ensemble des victimes. On les retrouve dans la restauration, le nettoyage, l'agriculture, etc. L'exploitation domestique concerne 8 % d'entre elles, la contrainte à commettre des délits 5 % et la mendicité forcée 3 %. Mais, attention, ces chiffres sont loin d'être exhaustifs ; la réalité est souvent invisible. La qualification de victime de « traite » reste encore trop mal connue des professionnels, et trop peu retenue par les enquêteurs qui lui préfèrent la qualification de « travail dissimulé ». Or, ce n'est pas anodin car être reconnu victime de traite s'accompagne d'un certain nombre de droits. En termes d'accès à l'asile, mais aussi pour intégrer un parcours de sortie de la prostitution.

L'opinion française vous semble-t-elle suffisamment sensibilisée ?

Cela s'améliore mais les mentalités doivent évoluer. Les entreprises sont encore trop nombreuses à chercher absolument à tirer les prix vers le bas et, pour ce faire, à fermer les yeux sur les pratiques de leurs sous-traitants alors même qu'elles doivent en répondre... Il faut aussi repenser notre rapport aux victimes et proscrire toute poursuite à leur encontre. Ce qui n'est pas le cas sur le terrain. Les mineurs non accompagnés – parfois contraints de commettre des délits – sont trop souvent considérés comme délinquants. Placés en détention pendant trois mois, et de façon répétée, ils arrivent à l'âge adulte en étant bien ancrés dans la délinquance, alors même qu'au départ ils sont clairement victimes. Il s'agit aussi de s'intéresser à la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, et ce en lien avec la prostitution des enfants de plus en plus alarmante en France. Ces enfants sont perçus comme se livrant volontairement à la prostitution alors qu'on les prostitue pour en tirer un bénéfice. Ces jeunes sont victimes de traite, il faut le reconnaître ! Cela les aidera à témoigner, facilitera la compréhension par leur famille et leur permettra de tourner la page.

Recueilli par Marie Boëtton

(1) Enquête annuelle de 2019, réalisée par la Miprof (Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains) et l'ONDRP (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales).



NARCISO CONTRERAS/HANS LUCAS

« Quand je suis arrivé en France, certains ne croyaient pas que j'avais été vendu comme esclave. »

●●● À toutes ces douleurs s'en ajoute une autre, plus inattendue : celle d'être pris pour un affabulateur. « Quand je suis arrivé en France, certains ne me croyaient pas quand je disais avoir été vendu comme esclave. Un jour, on m'a même conseillé de me faire soigner ! », se souvient Alpha Kaba, réfugié aujourd'hui à Bordeaux (lire « Pour aller plus loin » p. 30). Tout change en novembre 2017 avec la diffusion sur CNN d'une vente aux enchères d'esclaves près de Tripoli. La vidéo saisit d'effroi la communauté internationale. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, se déclare « horrifié » ; les chancelleries occidentales dénoncent un « crime contre l'humanité » ; l'Union africaine annonce l'ouverture d'une commission d'enquête. « À partir de là, on m'a cru », cingle Alpha Kaba.

Yacouba, lui, n'a jamais vu sa parole mise en doute. S'il a consulté, ce n'est pas tant pour « se faire soigner » que pour mettre des mots sur son passé. Sans grand succès. « J'ai vu une psy mais quand je lui racontais ce que j'avais vécu, elle se mettait à pleurer... Du coup, j'ai arrêté. » Il en rit. On s'en étonne, d'ailleurs. Entre deux détails sordides, le quadragénaire se montre en effet jovial, parfois drôle. Presque trop gai pour l'être vraiment. On lui fait remarquer, mais il persiste : « Depuis la France, je n'ai plus jamais été triste. Ce que j'ai vécu en Libye, j'ai décidé de laisser là-bas. » Difficile dans ses propos de distinguer ce qui relève du constat, du volontarisme ou du pari. En l'écoutant, ce sont les mots de la scénariste

Marceline Loridan-Ivens, survivante des camps, qui viennent à l'esprit : « J'ai été quelqu'un de gai (...) pour me venger d'être triste » (2).

Débrouillard, l'Ivoirien s'est dégoté deux jobs, l'un dans la vidéosurveillance, l'autre au sein de la *task force* (force opérationnelle) de la SNCF. Il est passé par la « salle de muscu » entre temps et n'est pas peu fier, aujourd'hui, d'arborer ses épaules de Rambo. Il enchaîne les heures, travaille de nuit et cale son réveil « sur 3 heures du mat ». Pas un soupir, pas une plainte. « Quand tu as vécu ce que j'ai vécu, je peux te dire que tu fêtes tous les jours ton anniversaire ! », lâche-t-il, rigolard, enfoncé dans son canapé, coincé entre la table à manger et l'étendoir à linge. Sa compagne vient de donner naissance à leur second, un garçon. Il faudra pousser un peu les murs de leur petit HLM, mais « ça ira, ça ira ».

Le Jeune Yacou

Yacouba a un rêve : vivre de sa musique. Il se produit déjà ici et là. Son premier spectacle, *Le Jeune Yacou*, dans lequel il retrace son odyssée libyenne, a rencontré un joli succès. Il a même été programmé l'an dernier au festival « off » d'Avignon. Une consécration. Pensez, être applaudi après n'avoir été plus rien... Amateur pour le moment, il avoue être parfois rattrapé par l'émotion sur scène. « Avant, ça m'aurait gêné. Plus maintenant. Parfois, les larmes doivent couler. » Covid ou pas, il continue de composer : « Ce sera dur, mais je ne lâche pas. » ●●●

Centre de détention de Zawiyah : des prisonniers supplient le directeur de les libérer. Hors cadre, l'homme menace de les frapper avec un bâton s'ils ne se calment pas, provoquant la panique chez les détenus.

●●● Au jour le jour, le père de famille évoque rarement son parcours d'exilé. Il a fait une entorse il y a peu, après avoir été traité de « blédard » par une petite bande de jeunes. Blessé, il leur a tout débarrassé, la Libye, la traversée de Méditerranée, l'exil, tout. Pourquoi ? « Histoire d'envoyer un peu de respect. » Et il ne s'est pas arrêté là : « Je leur ai dit aussi qu'ils étaient bien chanceux de vivre en France, d'avoir toutes ces opportunités. On peut tout faire ici ! Même un doctorat ! » Ils l'ont écouté, l'ont-ils entendu ? Optimiste, Yacouba veut croire que oui. Et ses collègues, savent-ils par quoi il est passé ? Il n'a pas le souvenir d'en avoir parlé mais ça a fini par se savoir. Ce jour-là, un collègue – bouleversé – lui a spontanément offert son sandwich. « C'était très sympa, mais ça m'a un peu mis mal à l'aise. » Yacouba veut bien tout, mais surtout pas de la pitié.

La Libye, on en réchappe

Aujourd'hui, il aimerait oublier mais se souvient de tout. Une aubaine pour la justice française : une poignée d'enquêteurs sillonne en effet l'Hexagone à la recherche de migrants ayant subi le même sort que lui en Libye. Objectif : poursuivre en France d'éventuels responsables de la traite comme ce fut le cas de certains criminels rwandais émigrés en France. Les enquêteurs ont ainsi recueilli les témoignages de Yacouba, Alpha et les autres et leur ont soumis des clichés de possibles suspects.

L'Ivoirien salue l'initiative et souhaite qu'on rende justice à tous ses frères de silence disparus dans les replis du désert libyen. Un petit groupe de Gambiens lui revient en mémoire. « C'était des types hyper-courageux. Ils s'étaient évadés... Ils ont finalement été rattrapés, exécutés et jetés dans une

fosse commune. » Combien sont-ils à avoir été enterrés à la va-vite, sans stèle ni rien ? Impossible de le dire : les migrants arrivent clandestinement en Libye, tombent dans les griffes de gangs tout aussi clandestins avant d'être exécutés... clandestinement là encore. Oubliés parmi les oubliés.

S'il salue le volontarisme de la justice, Yacouba comprend moins en revanche qu'on renvoie les migrants en Libye. Les accords passés entre Tripoli et l'Union européenne prévoient que les garde-côtes libyens interceptent les Zodiacs dérivant en Méditerranée. Entre janvier et juin 2020, près de 6 000 d'entre eux ont ainsi été rattrapés en pleine mer et renvoyés en Libye. Ce que dénonce Amnesty international, Human Rights Watch et nombre d'ONG dans leur sillage. « Comment peut-on les renvoyer là-bas ? », demande Yacouba. Lui et ses camarades savent, dans leur chair même, quelque chose que les Européens peinent à comprendre : on ne quitte pas la Libye, on en réchappe.

Profitant de l'inattention de son père, Salma a fait une réapparition discrète au salon. Son paternel, qui finit par l'apercevoir, lui ouvre grand les bras.

- « Lui raconterez-vous tout cela, un jour ? »

- « On verra », élude-t-il. « Enfin si. Je lui dirai que rien n'est jamais acquis », reprend-il.

- « Rien d'autre ? »

- « Si. Je lui dirai aussi que rien n'est impossible ! », lâche-t-il, le visage soudain solaire.

Père et fille se perdent dans un même rire. « Qui vivra verra », dit le proverbe. Yacouba, avec son short élimé, sa volonté d'airain et sa gamine sur les genoux, semble dire : « Je vivrai, vous verrez. »

(1) *Beloved*, 10/18, 2008, 384 p., 8 €.

(2) *Et tu n'es pas revenu*, Grasset, 201, 112 p., 12,90 €.

POUR ALLER PLUS LOIN

Deux rapports

HCR

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a sorti, en juillet 2020, un rapport

- « On this journey, no one cares if you live or die » - traitant des brutalités imposées aux migrants

aux prises avec les passeurs, les trafiquants, les milices et parfois même les fonctionnaires. Il y est notamment questions des violences qui leur sont infligées en Libye.

unhcr.org/fr



Amnesty International

L'ONG a publié un rapport intitulé « Libye : entre la vie et la mort », dans lequel est décrit, avec force témoignages, ce qu'ont enduré les migrants pris au piège de passeurs

et milices en tout genre.

amnesty.org

Un reportage

« Migrants being sold as slaves »

La journaliste Nima Elbagir a filmé, fin 2017, une vente aux enchères

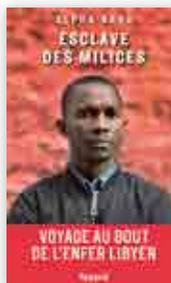


d'esclaves en Libye. Cette vidéo a fait l'effet d'une onde de choc lors de sa diffusion.

cnn.com

Un livre

Esclave des milices, de Alpha Kaba



Ce réfugié politique guinéen y raconte comment il s'est retrouvé pris au piège d'un trafic d'êtres humains en

Libye. Un récit sobre mais poignant, direct mais sans émotion exagérée.

Fayard, 2019, 220 p., 18 €.

Une prise de position

Le pape François à Lampedusa

La défense des migrants figure parmi les priorités du pontificat du pape François. Le 8 juillet, lors d'une messe célébrant le septième



anniversaire de son voyage sur l'île de Lampedusa, le pape a comparé les centres de détention libyens aux camps nazis : « Vous ne pouvez pas imaginer l'enfer que vivent les gens dans ces "lagers". »

[A réécouter sur vaticannews.va](http://A_reecouter_sur_vaticannews.va)